13e année
numéro 243

25 mars 1937
prix : 2 francs

# la révolution prolétarienne

*revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire*



DANS CE NUMÉRO

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

*Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire*
(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

| | |
|---|---|
| Trois mois ............ | 10 fr. |
| Six mois .............. | 20 » |
| Un an ................. | 40 » |

EXTERIEUR

| | |
|---|---|
| Trois mois ............ | 13 fr. |
| Six mois .............. | 26 » |
| Un an ................. | 50 » |

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
*Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris


## SOMMAIRE DU N° 243

(25 mars 1937)



## La Ligue Syndicaliste

*La Ligue Syndicaliste se propose :*

*De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

*De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;*

*De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

# M. Sadoul et les bandits

*Nous empruntons au bulletin du Comité pour l'enquête sur les Procès de Moscou cette réponse, utile et solide, faite par Rosmer à M. Jacques Sadoul.*

Lénine avait un bon moyen de défense contre ce qui était trop bête ou trop malpropre : le rire. Non pas son bon rire habituel, malicieux et cordial, mais un rire nerveux et volontaire qui signifiait : pas besoin de s'indigner, le mépris suffit.

Sans doute faudrait-il accueillir ainsi l'article de M. Sadoul que l'*Humanité* a publié dans son numéro du 2 février. C'est, en marge du dernier Procès de Moscou, et sous prétexte d'une biographie de Victor Serge, un petit paquet d'ordures déposé au bord des ruisseaux de sang des caves du Guépéou. L'article n'était pas destiné à l'*Humanité;* c'était un produit pour l'exportation, à l'usage exclusif des citoyens soviétiques — une correspondance pour les *Izvestia*. D'où un ton grossier, inhabituel à M. Sadoul, mais correspondant aux vociférations du procureur Vychinski. Si l'on s'intéressait aux avatars de M. Sadoul, il faudrait constater que ce beau monsieur, ancien officier de l'armée française, en est arrivé à faire un métier bien dégoûtant pour gagner sa vie. Il semble d'ailleurs n'avoir pas été très satisfait de voir sa prose reproduite dans l'*Humanité*. Il tint à faire savoir qu'il s'agissait d'une correspondance pour les *Izvestia*, reprise à son insu par l'organe stalinien et qu'ainsi s'expliquaient les négligences de la forme. Mais c'est surtout la vérité plus encore que la langue française qui était maltraitée.

Si étrange que cela puisse paraître chez un stalinien, il se plaçait sur le terrain de la morale, de l'honnêteté, de la défense des braves gens contre les bandits. Victor Serge n'était pas un homme politique, c'était un bandit et une sorte d'agent de liaison, dans le temps, entre deux « bandes », la « bande à Bonnot » d'avant-guerre et la « bande à Trotsky » d'aujourd'hui. Il ne s'agit plus de doctrines politiques mais de vols, de cambriolages, d'attentats, d'assassinats, etc... La caractéristique du mensonge stalinien c'est la sottise. Mais ce grossier bourrage de crânes dispose de moyens matériels immenses, il empoisonne chaque matin des dizaines de mille d'ouvriers. Il faut le dénoncer.

Qu'était-ce donc que ces « bandits tragiques » d'avant-guerre dont la presse se plaisait à conter les exploits ? Des rebelles, des révoltés, des hommes ayant, dès leur enfance, souffert de la société, de ses contraintes, de ses préjugés, des misères qu'elle engendre. Ils trouvèrent dans l'anarchisme individualiste une doctrine exprimant leurs révoltes, leur apportant une conception d'ensemble des rapports humains et une conduite de vie. L'anarchisme individualiste s'était développé régulièrement depuis les années 80 en marge de l'anarchisme communiste qui s'inspirait de la pensée d'Elisée Reclus et de Pierre Kropotkine. La connaissance des idées de Stirner, traduit alors en français et abondamment commenté, vint le consolider. Pour les individualistes, la grande question était de vivre complètement hors des conventions sociales et de se soustraire à à l'exploitation capitaliste. Quinconque travaillait, soit dans une usine soit dans un bureau, était considéré comme un soutien de cette société bourgeoise qu'il s'agissait d'abattre. Comment trouver alors des moyens d'existence ? Il fallait préparer des « coups », dévaliser un garçon de recettes, vider la caisse d'une banque, la plus grande partie des sommes ramassées étant destinées à la propagande des idées. Il faut dire que même chez les anarchistes communistes, la question de « vol » avait été plus d'une fois posée précisément pour permettre la publication des journaux anarchistes toujours à court d'argent. J'expose la théorie; je ne la défends pas; j'ai écrit contre elle à l'époque des « bandits tragiques » et je pense toujours qu'elle a infiniment plus de dangers que d'avantages même lorsqu'elle est appliquée sous la stricte direction d'une organisation.

Mais le rôle de Victor Serge dans toute cette affaire ? Il est rédacteur à l'*Anarchie*, où ont fréquenté pendant quelque temps les « bandits ». Il les connaissait. Il refuse de les dénoncer, de se faire l'auxiliaire d'une police qui ne brille pas par son courage. Et parce qu'il maintient courageusement son refus, il est condamné. Il ne s'agit pas d'une explication trouvée après coup mais d'un fait que relatent tous les journaux de l'époque.

Et, ici, il faut poser une question : est-ce que, dans l'histoire du mouvement ouvrier, on ne trouve que les anarchistes individualistes se livrant systématiquement à des « expropriations » ? Non, il en est d'autres, et M. Sadoul, bien qu'il n'en dise rien, doit les connaître. Ce sont, notamment, les bolcheviks. Pendant toute la période qui a suivi la Révolution de 1905, la question des « expropriations » revient constamment à l'ordre du jour, dans les discussions et polémiques entre les partis ouvriers de Russie. A tel point qu'on adopte une abréviation pour ce mot d'un si fréquent usage. On dit les « ex ». Elles ont leurs partisans et leurs adversaires. Et, naturellement, on ne fait pas que discuter. On « exproprie ». Et pas seulement les bolcheviks. Aussi le Parti socialiste polonais, avec Pilsudski. Aussi le Parti social-démocrate letton qui fait figurer dans ses recettes les sommes provenant d' « ex ». Aussi les socialistes révolutionnaires qui, par exemple, à Moscou, le 20 février/7 mars 1906, envoyaient vingt hommes armés contre la Banque de la Société commerciale de crédit mutuel qui attaquèrent et désarmèrent les quatre agents de police qui gardaient la Banque et s'emparèrent d'un butin de 875.000 roubles. Enfin, aux « ex », Lénine consacra plusieurs articles dont voici un passage essentiel :

*On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des bas-fonds, des gueux, des ivrognes. C'est vrai. Mais de cela il faut conclure seulement que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure, par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Si cette dernière condition n'est pas remplie, tous les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat de couches non-prolétariennes, au-dessus ou au-dessous de lui, et, si l'on se laisse entraîner par le courant fatal des choses, tous les procédés sont dénaturés, prostitués. Les grèves, abandonnées au gré des événements, dégénèrent en « alliances », en accord des ouvriers avec les patrons contre les consommateurs; le Parlement devient une maison de tolérance, où une bande de politiciens bourgeois trafique, en gros et en détail, des « libertés publiques », du « libéralisme », de la « démocratie », du républicanisme, de l'anticléricalisme, du socialisme et autres marchandises courantes. Le journal devient l'entremetteur, accessible à tous, il est l'instrument de la perversion des masses, il flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc...*

Toutes ces informations se trouvent dans le tome X des Œuvres complètes de Lénine (traduction française) publié en 1930 par les Editions sociales in-

ternationales. Plus récemment, en 1933, le Bureau d'éditions du Parti communiste a donné, dans la collection « Episodes et vies révolutionnaires », une brochure de S. Obolenskaïa portant pour titre : « Kamo, la vie d'un véritable révolutionnaire ». Or Kamo fut un des expropriateurs les plus courageux et les plus audacieux, et Obolenskaïa raconte ainsi un de ses exploits :

*Rentré à Tiflis, Kamo entre dans un groupe technique clandestin qui avait pour but d'accroître les ressources du parti, d'organiser les évasions, d'acheter et de garder des armes, etc... Le premier acte de ce groupe fut l'expropriation de Koutaïs en 1907, qui donna à la caisse du parti 15.000 roubles or. La police mise sur pied par l'expropriation déployait tout son zèle pour s'emparer de Kamo, mais le « brigand caucasien », comme l'appelait en plaisantant Ilitch (Lénine) erstait insaisissable.*

Exploit éclipsé un peu plus tard par une opération beaucoup plus importante, à Tiflis, dont le prologue consista dans le lancement de dix bombes au square Erivan pour s'emparer ensuite des 341.000 roubles que transportait un courrier de la Banque d'Etat. Et particulièrement intéressant parce qu'il eut lieu sous la direction de Staline.

Sans doute Lénine a écrit que ce moyen de lutte « doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme ». Maïs remplacez socialisme par anarchisme et vous avez exactement la justification anarchiste des expropriations, pas seulement en France mais en Espagne, dans l'Amérique du Sud, etc... De sorte que si l'on veut appliquer honnêtement le *mutadis mutandis* de M. Sadoul il faut dire : de la « bande à Bonnot » à la « bande à Staline ».

Mais M. Sadoul ne dit rien de la « bande à Staline » et parle au contraire de la « bande à Trotsky », de ses assassinats, de ses vols, etc... Il s'agit ici, on l'a compris, d' « expliquer » les nombreux accidents qui se produisent dans les mines, dans les usines, sur les chemins de fer, accidents qui sont parfois de meurtrières catastrophes. Qui les provoque ? une « bande » ? Pure sottise par quoi on s'efforce de masquer leur cause véritable, qui réside uniquement dans l'industrialisation de l'U.R.S.S., dans la façon dont est conduite cette industrialisation, dans son allure effrénée, dans l'inexistence des mesures de sécurité élémentaires, dans la suppression de tout contrôle ouvrier. Une industrialisation qui rappelle, en pire, l'industrialisation antérieure des pays capitalistes où l'on n'était pas non plus ménager des existences humaines. Kléber Legay a apporté là-dessus un témoignage décisif en ce qui concerne le travail dans les mines, où il est expert : c'est son métier. Témoignage confirmé par les trois autres mineurs qui l'accompagnaient dans son voyage en U.R.S.S. et contesté — mollement d'ailleurs — par un seul des membres de sa délégation, le député Quinet qui, étant stalinien orthodoxe, ne peut se permettre de dire ce que ses yeux ont vu, et se rend par là vraiment complice de la persistance de méthodes de travail funestes, et des accidents qui en seront la conséquence.

Les « sabotages » qui se soldent par des morts d'hommes et qu'on tente d'attribuer aux « trotskistes » sont le fait d'une politique absurde mise en pratique par des bureaucrates criminels. Et de même que, lorsque des chefs militaires conduisent, par leur impéritie, leurs troupes au massacre, on a recours pour « expliquer » la défaite à la « trahison », de même ici, le « sabotage trotskiste » est inventé pour couvrir les vrais responsables : Staline et sa bureaucratie sont sacrés; leur infaillibilité ne doit pas être effleurée par le doute.

Faut-il maintenant reprendre un par un les mensonges de M. Sadoul concernant l'activité de Victor Serge en Russie soviétique ? Je me bornerai à apporter mon témoignage.

J'ai rencontré pour la première fois Victor Serge et M. Sadoul, en juin 1920, à Pétrograd et à Moscou où je restais jusqu'en septembre 1921; j'ai pu les voir à l'œuvre. C'est vrai, comme l'a rappelé Victor Serge, que le groupe communiste français avait mis M. Sadoul à l'index. Pourquoi ? Parce que M. Sadoul se jugeait trop grand seigneur pour consentir à faire des travaux « littéraires » ainsi qu'il écrit dédaigneusement, parce qu'il était toujours un capitaine devant des soldats de deuxième classe et jamais un camarade au milieu d'autres camarades. Il se considérait comme un grand chef en disponibilité qui ne pouvait, sans déchoir, accepter autre chose que des tâches politiques de grande importance. Seulement les bolcheviks russes — ceux qu'on exécute maintenant — avaient de lui une autre opinion et il restait sans emploi, tandis que les camarades français, chacun au poste qui lui était confié, donnaient leur plein effort en des journées fort longues d'acharné labeur. Victor Serge, pour sa part, avait la charge de la revue de la IIIe Internationale, l'*Internationale Communiste,* à cette époque d'une importance capitale pour le mouvement communiste de tous les pays où elle apportait les articles de doctrine et de tactique écrits par Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Rykov, Tomski, etc... — tous les « traîtres », selon Staline. Quand fut décidée la création de la *Correspondance Internationale,* c'est encore Victor Serge qui en reçut la charge. Il s'installa à Berlin où j'eus aussi l'occasion de le visiter. Il vivait là, avec sa femme et son jeune garçon, dans une pièce minuscule qui servait à la fois de bureau, de salle à manger, de chambre à coucher. M. Sadoul, soucieux de son confort même en temps de révolution, aurait trouvé cela absurde.

Mais laissons ces calomnies stupides et bornons-nous à rappeler brièvement les conditions dans lesquelles M. Sadoul a été amené à adhérer au bolchevisme. On a d'abord cette appréciation de Lénine donnée incidemment dans la « Lettre aux ouvriers américains » (août 1918) : « Le capitaine Jacques Sadoul qui, sympathisant en paroles avec les bolcheviks, était en fait dévoué corps et âme à l'impérialisme français. » Le moment vint où il fallut choisir : ou se rallier franchement à la Révolution soviétique ou aller rejoindre ceux de ses camarades officiers de la mission française qui, pour leur activité contre-révolutionnaire, avaient été incarcérés. Il y aurait d'autres choses à dire pour compléter la biographie politique de M. Sadoul, mais ce sont là des faits qu'il ne peut pas contester tandis que sa dénonciation des « bandits » est, du commencement à la fin, mensongère. Correspondant des *Izviestia,* il écrit à la commande et s'adapte au ton du jour. Ce n'est pas compliqué : quiconque se permet de ne pas trouver en tout admirable la politique de Staline, quiconque refuse de la suivre aveuglément dans ses acrobaties, ses volte-face, ses reniements, quiconque dénonce comme des procès de sorcellerie les abominables machinations qui conduisent à l'extermination systématique des vieux bolcheviks, est aussitôt dénoncé comme un contre-révolutionnaire, complice des saboteurs, des voleurs, des assassins, enfin comme agent de la Gestapo. Ce qu'atteste le plus certainement le dernier exploit « littéraire » de M. Sadoul, c'est un avilissement de l'homme, un mépris de l'intelligence, une peur de la discussion et de la vérité, qui ne constituent pas les traits les moins alarmants du stalinisme.

A. Rosmer.

# Le prolétariat espagnol lutte sur deux fronts

### La situation militaire

De plus en plus, le prolétariat espagnol semble amené à lutter simultanément sur deux fronts : contre les armées fascistes, d'une part, et contre un retour offensif de la bourgeoisie à l'intérieur des régions soumises aux « gouvernementaux », d'autre part. Ces deux activités s'influencent mutuellement.

Ainsi, la chute de Malaga fut utilisée comme prétexte pour accentuer la militarisation des forces armées, c'est-à-dire enlever au maximum le caractère prolétarien des milices pour établir une armée soi-disant au-dessus des partis. Le prétexte de la chute de Malaga, attribuée au désordre et à l'incohérence des anarchistes, fut extrêmement mal choisi; en effet, cette ville était dominée au cours des derniers temps par des éléments communistes qui auraient donc pu montrer dans la réalité ce que valaient leurs méthodes d'organisation. La vérité est que Malaga est surtout tombée parce que le gouvernement de Valence n'envoyait presque pas d'armes sur ce front. Une situation analogue se crée sur le front d'Aragon.

Voici ce que dit à ce sujet le camarade Rovira, chef de toutes les forces armées du P.O.U.M. dans une interview publiée dans *La Batalla*, du 7 mars 1937. Répondant à la question : Où en est le front d'Aragon, Rovira déclare :

*Ce front est dans la même position invraisemblable où il était il y a trois mois. Cela veut dire : les armées ouvrières avec l'armement pris à la quatrième division au cours des journées de juillet, se sont installées sur une espèce de ligne de vigilance en face des positions que l'ennemi eut le temps de préparer solidement, profitant de la politique militaire de désordre et de confusion pratiquée par la Généralité dès les premiers jours.*

*— Il semble qu'on a triomphé de tout cela...*

*— Non. Cette situation délicate des armées ouvrières fait qu'il est toujours d'actualité de poser la question présentée par la presse responsable :*

*Que se passera-t-il sur le front d'Aragon ? Pourquoi n'attaque-t-on pas sur le front d'Aragon ? Tandis que nos forces n'ont pas reçu d'autres armes que celles qu'elles ont prises pour leur propre compte dans les rues de Barcelone aux militaires insurgés. Par contre, l'ennemi a reçu l'appui décidé des puissances fascistes. Pendant ce temps, tandis que l'arrière n'a pas su solutionner aucun des problèmes du front, les fascistes ont organisé leur territoire et ont compris que la guerre ne se gagne pas en organisant des souscriptions, en faisant des parades, ni en demandant sur des calicots la construction des tanks.*

*— A quoi attribues-tu ce manquement de l'arrière ?*

*— A ce que le gouvernement de la Généralité n'a pas de politique révolutionnaire définie; il n'a pas su s'organiser. Il n'a pas d'argent pour acheter des armes, payer les miliciens et subvenir à son intendance. Les comptes courants appartenant aux réactionnaires sont maintenus dans les banques; les dépenses du front sont payées comme s'il s'agissait d'une guerre bourgeoise, et cela pour ne pas avoir su socialiser les industries nécessaires à la guerre.*

*— Crois-tu que le gouvernement catalan ne peut pas prendre des initiatives ?*

*— Non, il ne peut pas en prendre sur le front qu'il contrôle; il est subordonné au gouvernement de Valence, qui se livre à des spéculations politiques. Chaque envoi d'argent ne comporte que des sommes ridicules. Le gouvernement catalan a la promesse de recevoir du gouvernement de Valence 3 millions de pesetas par semaine.*

*Cette somme ne permet pas de résoudre d'une façon autonome les problèmes militaires du front, ni d'acheter des armes à l'étranger, ni d'installer une industrie de guerre.*

*— Tu dis que les envois d'argent sont subordonnés à certaines conditions ?*

*— Les paiements s'effectuent avec de grands retards et ne se réalisent qu'après des victoires politiques obtenues par la petite bourgeoisie de l'Esquerra et le P.S.U.C. Un échantillon de ces victoires est le décret sur l'ordre public. Cela veut dire : si la révolution fait un pas en arrière, il arrive quelques millions pour payer des dettes.*

*— Que disent, à ce sujet, les camarades anarchistes ?*

*— Je crois qu'ils n'ont pas été assez intransigeants et ont été trop généreux pour faire des concessions en présence de la situation. J'espère qu'ils sauront réagir dans un sens révolutionnaire, si les choses s'aggravent comme elles sont en train de le faire.*

*— Et dis-moi, tout à fait clairement pourquoi Huesca n'a pas été prise ?*

*— Jusqu'à présent, les forces loyales n'ont eu l'initiative sur aucun front, ne leur permettant pas ainsi de prendre aucune ville. Ceci, parfois, non plus n'a pas d'importance militaire. Mais c'est toujours l'ennemi qui en attaquant à déterminé notre attitude. Nous sommes arrivés aux portes d'Huesca, Saragosse, Oviedo, Teruel... sans réussir à rompre les positions de l'ennemi. Huesca n'est pas prise par suite du manque de matériel, exactement comme les autres villes; cela se produit surtout parce qu'il n'y a pas de plan d'ensemble pour les différents fronts, obligeant l'ennemi à recourir à des forces et à du matériel pour se défendre.*

*— Quelles sont les forces couvrant le secteur d'Huesca ?*

*— Les anarchistes et les communistes du P.O.U.M. Eux, comme nous, sont décidés à prendre l'initiative sur le front d'Aragon, si les conseillers acceptent nos propositions en envoyant les hommes et les fusils des institutions armées que l'on maintient à l'arrière.*

A côté des difficultés créées par les manœuvres politiques des partis bourgeois de gauche, il y a que les régions « gouvernementales » abondantes en hommes mais devant chercher à utiliser au maximum la faible quantité d'armes disponibles, négligent le travail de fortification. Voici un témoignage de *La Batalla* du 7 mars 1937 :

*A Malaga, on n'avait pas construit les fortifications nécessaires pour résister à une attaque des fascistes. La même chose s'est produite dans l'extrême sud du front d'Aragon. Les troupes détachées là-bas ont vécu pendant trois mois dans le meilleur des mondes sans construire de fortifications d'aucune sorte. Conséquence naturelle : dès la première attaque des forces fascistes, il fallut reculer perdant une série de villages de grande importance pour nous. Ce n'est pas la même chose qui se passe en Catalogne. On l'a écrit dans la presse; des éléments responsables des organismes gouvernementaux l'ont dit : Nous devons nous retrancher ! Et l'on fait des retranchements... Le long de la côte catalane, des fortifications s'élèvent et devant elles nous nous demandons : La majorité des fortifications construites sur notre littoral, serventelles à quelque chose ? Il n'y a qu'un seul lieu où existent de véritables retranchements. On ne peut en dire autant des autres lieux de la côte. Concrètement : des centaines de journées sont perdues à la construction de « fortifications » qui ne peuvent que servir aux enfants des villages voisins pour y jouer à la « guerre ».*

### La militarisation

Ainsi, d'une part, nécessité de remédier par la méthode et la réflexion à la prépondérance du courage passionné et désordonné, mais d'autre part, utilisation de cette nécessité pour introduire à travers une discipline superficielle le désarmement du prolétariat au profit de la petite bourgeoisie. Les données de ce problème sont clairement présentées dans une interwiew publiée par l'organe anarchiste de langue anglaise *Spain and the World*, du 19 février 1937, et fournie par Camille Berneri, militant libertaire italien, délégué politique auprès du Bataillon Ascaso, sur le Front d'Huesca.

*J'ai l'impression que les miliciens font de grands progrès. Au début, on constatait de la naïveté dans les actes des miliciens se heurtant à un matériel de guerre moderne : par exemple, tirer inutilement sur des aéroplanes volant à grande hauteur. Les moyens de transport étaient galvaudés, le problème des routes négligé, les armes et les munitions étaient insuffisantes, mal coordonnées, et parfois, les actions des diverses armes et colonnes n'étaient pas coordonnées du tout.*

*A présent, les miliciens espagnols semblent avoir retiré des avantages des enseignements acquis au cours des quelques derniers mois; les transports commencent à se rationaliser; les routes se réparent; les armes et les munitions sont plus abondantes et efficaces; à travers « l'esprit de colonne » s'infiltre l'idée d'un commandement coordonné. Des divisions sont formées complétant le plan économique de guerre défendu par les meilleurs militants de la C.N.T. et de la F.A.I.*

*Ce sont naturellement ces deux organisations qui sont les partisans les plus convaincus d'un commandement unique qui permettrait d'exercer une pression sur les points faibles des lignes ennemies, prévenant la pression accablant les villes assiégées et empêchant le déplacement et la concentration des forces fascistes.*

*— Alors, faisons-nous observer, il y a du bon dans la militarisation ?*

*— Certainement, répond Berneri avec conviction, mais il faut faire une distinction; il y a d'une part un formalisme militariste, qui en plus de ce qu'il est ridicule, est parfaitement inutile et nuisible; il y a d'autre part, la discipline.* Discipline de fer, *c'est la discipline existant dans la colonne Durruti. Le formalisme militariste, c'est celui qui s'infiltre dans certaines colonnes contrôlées par le P.O.U.M. Quand on affirme comme on le fait dans le décalogue de la colonne Uribarri, que le soldat qui sait saluer proprement sait aussi combattre, on est coupable d'une réminiscence stupide de Frédéric II ou de Pierre le Grand.*

*Pour cette raison, aussi, je considère que la tactique juste est une tactique intermédiaire : il ne faut pas verser dans le formalisme militariste et ne pas épargner sa répugnance au formalisme anti-militariste. En acceptant et en réalisant toute la discipline nécessaire requise, nous serons en état de faire échouer les manœuvres de Madrid et de Moscou, tendant à renforcer, au nom des nécessités de la militarisation, l'hégémonie militaire sur la révolution espagnole : instrument de l'hégémonie politique.*

*Pour ma part, je considère comme une erreur de parler comme le font certains militants de la C.N.T.-F.A.I. de* commandement suprême *au lieu de* commandement unifié. *L'intention est bonne, mais le terme utilisé luimême porte à des malentendus dangereux.*

*Donc, brièvement, les réformes nécessaires dans la milice devraient être à mon point de vue les suivantes : la constitution de divisions ; distinction claire entre commandement militaire et contrôle politique dans le domaine de la préparation et l'exécution d'opérations de guerre ; discipline de fer dans l'exécution des ordres, mais conservation de certains droits fondamentaux : ceux de nommer et de destituer les officiers.*

Les socialistes envisagent la question de la militarisation aussi sous l'aspect industriel ; ils défendent surtout l'idée de la disparition de tous les comités ouvriers surgis pour des nécessités de ravitaillement, de défense de quartier, d'occupation d'usine. Ce point de vue est particulièrement exprimé dans *Claridad*, organe de l'U.G.T. du 19-2-37, dans un article intitulé :

*La dissolution des comités facilitera la direction unique dans le militaire et dans l'économique.*

*Quand la guerre commença en Espagne, il y eut des organisations qui se consacrèrent à créer continuellement des comités. Dès que quelque problème se dressait, naissait immédiatement un nouvel organe directeur, comme s'il s'agissait d'une panacée portant remède à tout. Dans bien des occasions et certainement*

*dans la majorité des cas, il n'y avait là qu'un élément de trouble ou un paravent pour justifier des activités qui honnêtement étaient injustifiables. D'autres comités, reconnaissons-le sincèrement, donnèrent un résultat pratique. Mais peu importe, devant quelque cas que nous nous trouvions, nous pouvons affirmer sans craindre de nous tromper, que tous ces organes ont fini d'accomplir la mission pour laquelle ils furent créés. A présent, ces organes ne peuvent plus être que des obstacles à un travail qui correspond uniquement et exclusivement au gouvernement de Front populaire auquel participent en pleine responsabilité toutes les organisations politiques et syndicales du pays.*

Une des conséquences immédiates de cette conception est le désarmement de tous les syndicats et partis de gauche au profit de l'armée dite populaire. *Claridad* de la date déjà citée est précise sur ce point :

*Les syndicats, fédérations, cercles, rayons et athénées, les partis et les particuliers doivent se hâter de remettre les armes longues (fusils) qu'ils détiennent. Plus aucune réserve n'a de valeur après les déclarations de discipline et d'attachement au gouvernement de Front populaire. On ne peut tolérer des particularismes quand nous avons convenu d'unifier toutes nos forces dans l'armée du peuple et que nous avons promis d'obéir à un seul commandement.*

Le plus étonnant, c'est que la C.N.T. a obéi à cette injonction en publiant le document suivant cité d'après *Solidaridad Obrera* du 13-3-37 :

Valence, 12. — *Le Comité national de la C.N.T. a publié un document dans lequel il dit que l'ennemi se lance en une offensive générale dont l'objectif est Madrid. Dans ces conditions, on ne peut justifier sous aucun prétexte de détenir des armes longues à l'arrière puisqu'elles sont destinées pour le front. Pour cette raison, nous portons à la connaissance de tous les camarades, syndicats et comités de la C.N.T., que dans le délai de 48 heures ils doivent rendre toutes les armes pour qu'elles soient mises au service des brigades devant être utilisées immédiatement sur les fronts. Et que celui qui ne veut pas se séparer de ses armes qu'il se mette immédiatement avec le fusil à la disposition des sections de défense pour être mobilisé, une fois encadré dans les brigades de l'armée populaire. Celui qui désobéit à cette consigne devra s'attendre à toutes les conséquences du désarmement.*

La F.A.I. avait lancé le même mot d'ordre beaucoup plus tôt, en l'aggravant considérablement. Le communiqué suivant du Comité péninsulaire de cette organisation est cité d'après *Claridad* du 20-2-37 :

*Faire exécuter la consigne par laquelle toutes les armes longues doivent être envoyées au front. Tout l'or doit être remis au département de la guerre pour en employer la valeur aux nécessités de celle-ci. Toutes les organisations ouvrières et antifascistes doivent vider leurs caisses et leurs revenus et constituer un fonds commun à la disposition du gouvernement qui doit l'employer dans des buts utiles pour la guerre.*

## La reichswehr espagnole

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions l'œuvre de défense contre le fascisme à l'intérieur du pays, c'est-à-dire les troupes de police aient elles aussi été soustraites à l'influence prolétarienne.

A la date du 1-3-37, une série de décrets dits d'ordre public étaient promulgués par le Conseil de la Generalidad; le texte suivant les résumant a été reproduit d'après la *Batalla* du 4-3-37 et a un caractère officiel :

*Décret par lequel sont dissous les corps de la Garde nationale républicaine, Sûreté et Assaut, Investigation et Vigilance, Patrouilles de contrôle et tous les organismes qui exercent des fonctions d'ordre public, et créant le corps de sûreté intérieure et déterminant les fonctions de ce corps.*

*Décret par lequel sont dissous les conseils d'ouvriers et soldats et tous les organismes politiques ou syndicaux qui sont formés par des individus de n'importe lequel de ces corps ou organismes d'ordre public et interdisant catégoriquement qu'aucun fonctionnaire, garde, soldat, officier ou chef des corps d'ordre public fasse partie d'une organisation politique ou syndicale quelconque.*

*Décret qui fixe le nom de Direction générale de Sûreté de Catalogne au Commissariat général d'Ordre public et créant la charge de Directeur général de la Sûreté de Catalogne.*

*Décret par lequel sont dissous les Conseils de Sûreté intérieure et de Défense des municipalités ou conseils municipaux de Catalogne et fixant les normes suivant lesquelles devront se diriger dans leurs diverses fonctions les municipalités.*

*Décret ordonnant la retraite de tous les lieux où étaient établis les commissariats ou détachements armés pour la vigilance des frontières, de toutes les patrouilles, miliciens, comités d'investigation ou contrôle, quelle que soit la mission qu'ils exercent et l'organisme politique et syndical qui les ait nommés.*

Quelques mots d'explication :

Ces décrets sont l'œuvre d'Aiguader, ancien maire de Barcelone, vieux politicien madré, pénétré de l'esprit du régime bourgeois.

Ils suppriment les détachements de la C.N.T. qui, dans la région frontière, empêchaient la fuite des factieux et l'entrée des espions.

Ils nomment un dictateur policier et substituent les fonctionnaires désignés par celui-ci aux Conseils de Sûreté, organes paritaires composés de membres des divers syndicats et partis ouvriers.

Ils abolissent les Conseils d'ouvriers et soldats, noyaux de révolutionnaires, établis dans les anciennes Gardes civile et d'assaut, cherchant à épurer les rangs du commandement de celles-ci. Ce Conseil vient de faire constater, dans une note publiée par la *Batalla* du 7-3-37, qu'aucune des nombreuses dénonciations d'officiers factieux qu'il avait présentées n'a été prise en considération.

Enfin, l'interdiction à tout agent ou fonctionnaire du nouveau Corps de la Sûreté d'appartenir à un syndicat ou à un parti va enlever au prolétariat toute possibilité d'influence ou de contrôle.

Les Patrouilles de Contrôle et les Commissions d'Investigation, formées surtout de syn-

diqués de la C.N.T. et de la F.A.I., ainsi que de quelques membres du P.O.U.M., vont se trouver dissoutes et noyées dans le nombre important d'anciens gardes civils qui ont gardé leur vieil esprit d'autrefois.

Comment ces décrets ont-ils été accueillis par les organisations ouvrières ?

Ils sont soutenus et appuyés par l'Esquerra et le P.S.U.C., c'est-à-dire par la petite bourgeoisie, épaulée par les communistes, voyant là une arme excellente pour étouffer les tendances prolétariennes, fidèles à leur classe. Le P.O.U.M. a sonné l'alerte depuis plusieurs semaines et mène une violente campagne pour démasquer le véritable sens de ces mesures. Les ministres anarchistes, les Santillan, les Isgleas, après avoir discuté en petit comité, se sont inclinés.

L'un d'eux, Dionisio Eroles, commissaire actuel à l'ordre public, militant en vue de la C.N.T., s'est même permis d'acclamer ces décrets dans les termes suivants, empruntés à un communiqué officiel reproduit par la *Batalla* du 9-3-37 :

*Bien qu'ayant subi un peu de retard, la création du corps unique, appelé de Sûreté intérieure, est enfin une réalité ; c'était là notre fervent désir, car l'Ordre public se ressentait de ce manquement d'unité et d'orientation.*

Par contre, *Solidaridad Obrera* du 7-3-37 est d'un autre avis :

*C'est erroné que de créer le Corps unique de Sûreté, en imposant à ceux qui le forment la condition de ne pas appartenir à l'association syndicale, révolutionnaire ou politique ayant sa préférence. C'est une équivoque que de former cette armée incolore. Grâce à ces deux organismes, nous avons fait deux pas géants vers les rangs des ennemis du prolétariat.*

L. NICOLAS.

## L'intervention de l'armée italienne en Espagne

*Dès le début de la bataille de Guadalajara, le 8 mars, 4 soldats italiens étaient faits prisonniers par l'armée républicaine. Voici, d'après un communiqué de del Vayo, le ministre espagnol des Affaires Etrangères, quelles furent leurs déclarations :*

Les 4 prisonniers, un sergent et 3 soldats, déclarent avoir été débarqués à Cadix, le 1er février; ils faisaient partie d'un contingent de 5.000 hommes groupés en 8 bataillons qui appartenaient à la 2e division des milices fascistes commandée par le général Coppi, ancien inspecteur de l'infanterie italienne.

Les prisonniers appartiennent au bataillon 751 composé de 3 compagnies de fusiliers et une compagnie de mitrailleuses lourdes. Selon ce qu'ils indiquèrent, ils arrivèrent à Siguenza le 8 courant, ayant pu constater la présence, sur ce front, de 6 bataillons italiens. Le 751, auquel ils appartiennent, est celui qui marche avec la compagnie de tanks. Les numéros des 3 autres bataillons de leur division sont : 530, 630 et 636.

Ils déclarèrent également avoir vu 16 pièces d'artillerie de différents calibres, toutes servies par des italiens.

Enfin, ils signalèrent, sur ce même front la présence d'artillerie allemande, ainsi que celle de la 3e division des milices fascistes italiennes.

Après un nouvel interrogatoire, les prisonniers pourront être vus par les représentants de la presse internationale. Leurs noms sont : Rafaele Marroni, Pascuale Speranza, Mayo Stopini et Placido Dante.

*Peu après, le 11 au matin, une section de mitrailleurs italiens était faite prisonnière, sur le même front; elle était composée de 41 hommes dont 1 commandant; 2 lieutenants et 1 sergent.*

*Voici, d'après l'Agence Cosmos, quelles furent les déclarations de ces nouveaux prisonniers :*

D'après leurs déclarations, les prisonniers constituaient un peloton de mitrailleurs dans l'une des 4 divisions qui se trouvent actuellement en Espagne avec tout leur matériel et tout leur personnel, y compris leur haut commandement.

Ce sont des divisions de Chemises Noires, sauf une qui appartient à l'armée régulière italienne. Elles ont fait la guerre d'Abyssinie et, lorsqu'on les a à nouveau mobilisées, on leur a dit que c'était pour retourner en Afrique Orientale, mais on les a conduites en Espagne.

Le général qui commande l'ensemble de toutes ces forces est le général Mangini; les généraux qui commandent les divisions sont les généraux Borgomoli, Daronnoli et Coppi, et un autre dont le nom est inconnu.

*La presse internationale fut, dès le jour même, admise à photographier tous les prisonniers.*

R. LOUZON.

## « POUR L'HISTOIRE »

En nous envoyant du front de Teruel les notes qui précèdent, Louzon ajoute : « Pour l'histoire ». C'est aussi pour l'histoire que nous ajouterons la déclaration faite par le comte Grandi, ambassadeur du Duce à Londres, au Comité de non-intervention, le 23 mars :

**Les volontaires italiens ne quitteront pas le territoire espagnol avant que les forces du général Franco aient obtenu la victoire complète et définitive.**

Faut-il des commentaires ? A quoi bon ! Ceux qui n'ont pas vu que le Comité de non-intervention n'était qu'hypocrisie et duplicité c'est qu'ils n'ont pas voulu le voir.

Sauvegarder la paix ? En réalité la politique de Delbos produit tout l'effet contraire.

Il y aurait longtemps que la guerre d'Espagne serait terminée si l'on avait permis au gouvernement régulier espagnol de se ravitailler en armes.

# .a tragédie du Sud-Tunisien ou la vérité sur le massacre des grévistes de Metlaoui

La douloureuse tragédie qui vient d'ensanglanter s mines de phosphates de Metlaoui et de M'dilla 1 Sud-Ouest tunisien n'avait pour cause que les nditions inhumaines dans lesquelles travaille le olétariat tunisien du sous-sol.

Les Compagnies minières ne sont pas seuleent concessionnaires de l'exploitation des riesses du sous-sol, mais les propriétaires véribles de la mine et de tous les terrains environnts. Elles sont également propriétaires des cheins de fer (construits aux frais de l'Etat) qui sservent les ports d'expédition du minerai. C'est re la toute puissance de ces Compagnies capilistes dont les fiefs constituent de véritables ats dans l'Etat.

La mine étant un fief, elle avait des frontières ses frontières étaient sérieusement gardées. Dénse absolue était faite aux étrangers de l'exploition d'y pénétrer. Malheur aux syndicalistes qui saient s'y aventurer. Et les mineurs, gens simles, étaient de cette façon soustraits à toute idée organisation et à tout contrôle ouvrier. Ils étaient ous soumis au travail à la tâche, faisaient des urnées de 14 et 16 heures, étaient des clients e l'exploitation quant à leurs produits de substance, contractant toujours des dettes avec la antine et ne gagnant pas assez pour s'en acquitter, s devenaient les esclaves de la mine.

## La cause du massacre

La cause du massacre n'était pas la révolte des sclaves. Ceux-ci n'avaient jamais pensé et ne penent pas déposséder des actionnaires à leur profit. ls ne demandent pas non plus la socialisation de a mine.

Leur crime était de chercher à profiter des avanages de la loi de 8 heures, de demander qu'on leur onstruise, au lieu et place des cavernes où ils ogent, de modestes habitations ouvrières avec de eau et de la lumière.

Car, la législation imposant depuis quelques nois la loi de 8 heures à toutes les branches de activité économique du pays, l'ouvrier des mines, ui travaillait 16 heures par jour et à la tâche, est vu réduire son salaire de moitié au moment nême où le barème des denrées alimentaires suiait une courbe inverse.

Groupés depuis quelques mois au sein d'un même yndicat, ils avaient réclamé à juste titre le salaire noyen des journées de travail antérieur à l'appliation de la loi de 8 heures. Disons également que application de cette loi n'a été faite dans es mines que grâce à une grève antérieure. N'obnant pas satisfaction, ils s'étaient mis de nouveau en grève et allaient tous les matins occuper a cour des ateliers.

## La réunion du Conseil de guerre

Cette manière de faire des ouvriers qui vivaient usque-là dans la docilité parfaite de l'esclavage levait naturellement exaspérer et la direction de a mine et l'autorité locale, réactionnaire on ne peut plus. Aussi le matin de la tuerie (le jeudi 4 mars) ils avaient tenu, tous ensemble, un conseil de guerre au siège de la mine.

Assistaient à cette réunion, les ingénieurs, le contrôleur civil et le Caïd de Gafsa, le commissaire de police, le colonel Mourot et le commandant Nacivet, chefs de la gendarmerie de la région. Le plan d'attaque avait été conçu par le colonel Mourot qui avait amené avec lui 42 gendarmes; tout comme le contrôleur civil avait amené ses spahis. Il fut donné ordre au médecin de la mine de préparer ses instruments de chirurgie, ses brancards et d'aménager des lits pour les blessés. (Tout comme cela se passait pendant la guerre, avant l'attaque.) Et, dans l'après-midi, l'ordre d'attaque a été donné.

## Le massacre

Le capitaine Nacivet, à la tête des gendarmes et des spahis, postés derrière le mur de clôture des ateliers, avaient encerclé les grévistes, à l'entrée sud de la cour. L'aile gauche était constituée par les ateliers, et l'aile droite par le bureau de paye et une basse barrière à claire-voie gardée par un peloton de Sénégalais. Les ouvriers assis dans la cour, — espèce de couloir, traversé par une voie ferrée — devaient au commandement du capitaine Nacivet se replier en arrière et sortir par la porte nord de la cour qui était la plus proche de leurs demeures. L'ordre donné d'abandonner les lieux étant resté sans réponse, le massacre commence. Armés de mousquetons de guerre chargés de balles D (balles reversibles) et de pistolets automatiques à neuf coups, abrités par le mur de clôture à faible hauteur et à genoux dans la position de tir devant la porte à clair-voie de l'entrée Sud, les gendarmes et les spahis tirent dans le tas des grévistes.

Pendant ce temps le contrôleur civil et les directeurs de la mine occupaient le 1er étage du bureau de paye qui dominait les grévistes. On nous a même assuré que le premier coup de feu, le signal de la fusillade était parti de la fenêtre du même local, ce que confirment les constatations médico-légales faites sur le cadavre de l'ouvrier Mahdi ben Youssef, atteint d'une balle au niveau de la partie supérieure du crâne : au vertex.

## Le bilan de la fusillade

Il est affreux ce bilan : 17 morts et 34 blessés dont 11 avaient eu des plaies multiples; 23 balles à la fois au niveau de la tête, du tronc et de l'abdomen, de face ou de derrière.

Poignant le spectacle de ces cadavres humains alignés côte à côte devant leurs tombes ouvertes : avec des crânes fracassés, des jambes brisées, des ventres ouverts. Pénible à voir cette salle de l'hôpital de la mine où les blessés montraient sur leurs lits leurs membres amputés, fracturés, paralysés à la suite de lésions de la moelle épinière...

Quelques constatations doivent être signalées : le tiers des blessés avaient été frappés par derrière. Les blessures siégeaient soit au niveau de la partie

supérieure du tronc et de la tête, soit au niveau de la partie inférieure de l'abdomen, au niveau de la racine des jambes et des fesses. Ce qui confirme la position des fusilleurs: debout, posant leurs mousquetons sur le mur (de clôture) ou à genoux devant la porte à claire-voie dans la position du tireur. Autres constatations: le tir ayant été rapide, violent et puissant, il n'est pas douteux qu'une même balle D, tirée dans le tas des grévistes, avait dû faire plusieurs victimes à la fois, les ouvriers n'ayant pas eu le temps de fuir.

L'expertise médicale relève également des contusions et des fractures par objets contondants; il s'agit d'ouvriers poursuivis par les Sénégalais jusque devant la porte de l'hôpital où ils cherchaient refuge, ou de leurs demeures.

Ce fut une véritable chasse à l'homme organisée, combinée on ne peut mieux.

Cela du côté ouvrier.

◇◆◇

Du côté de la gendarmerie, il est bon de connaître le nombre des blessés. Ce sera servir la vérité et répondre aux défenseurs des fusilleurs de la classe ouvrière, à tous les journaux bourgeois de France et de Tunisie, qui avaient au cours de cette tragédie essayé d'empoisonner l'opinion publique par le mensonge et la calomnie.

Eh bien, du côté des gendarmes il y a eu exactement ceci :

1° Le capitaine Nacivet, qu'on avait présenté en victime des ouvriers, avait reçu, comme il a déclaré lui-même, un coup de bâton sur la tête au moment où il essayait d'arrêter un gréviste. Il a donc une légère contusion, ne l'ayant pas empêché de continuer son service, autrement dit n'ayant nécessité aucune incapacité de travail.

2° Le gendarme Rousselot a eu une plaie au niveau de la tempe, sans lésion osseuse; plaie déterminée par retour d'une balle D tirée par l'un des ses camarades.

3° Le gendarme Marec, a eu une plaie à la racine de la cuisse. Et enfin le gendarme Champagnac est tombé en poursuivant un gréviste et s'est fracturé le péroné.

◇◆◇

De ce triste bilan on peut déjà déduire une première conclusion :

Du côté des gendarmes, 4 blessures légères, ne déterminant aucune incapacité permanente.

Du côté ouvrier, 17 morts et 34 blessés, la plupart gravement atteints.

A Chicago, à Fourmies, la classe ouvrière avait payé moins cher la réalisation de la loi de 8 heures. Le capitalisme colonial est plus rapace, plus sanguinaire que le capitalisme des métropoles.

### On décore les fusilleurs

Et ce qui ajoute le comble au deuil du prolétariat tunisien, c'est que le gouvernement propose déjà les fusilleurs à la décoration du Nichan.

En effet, le soleil du sud n'avait pas encore desséché le sang des victimes ouvrières, l'enquête judiciaire et l'enquête administrative n'étaient même pas achevées, que le gouvernement français demandait au Bey quarante-deux décorations (Nichan El Iftikhar, pour les quarante-deux gendarmes qui avaient participé à la fusillade des ouvriers.

Devant la réticence du Bey et la protestation indignée et unanime de toute la population tunisienne, la Résidence de Tunis revient sur sa première décision et annonce qu'il s'agissait de décorer seulement les quatre gendarmes qui avaient été blessés.

Qu'on décore quatre ou quarante gendarmes, peu importe. Le fait est là. Il signifie qu'on veut couvrir les assassins de la classe ouvrière, qu'on cherche à étouffer la tragédie de Metlaoui, qu'on désire confirmer au prolétariat tunisien la dure leçon que les dirigeants de la mine ont voulu donner à leurs ouvriers; à savoir : dissoudre le syndicat et ne plus songer à la grève.

◇◆◇

Que penser de cette attitude des représentants du gouvernement du Front populaire? Lamentable. Non ! Odieuse.

Il faut procéder de suite à l'épuration des hauts fonctionnaires du protectorat, tous factieux, sinon c'est la faillite à jamais du Front populaire lui-même.

### Appel à la classe ouvrière française

De la relation que nous venons de faire des événements de Metlaoui, il résulte qu'il y a eu crime, c'est-à-dire assassinat avec préméditation.

Qu'on considère comme un crime l'organisation des ouvriers en syndicat, et la défense légitime de justes et humaines revendications.

Que si la classe ouvrière française ne manifestait pas sa solidarité agissante vis-à-vis de la classe ouvrière tunisienne, les gendarmes assassins seraient décorés au lieu d'aller en prison et les ouvriers payeraient les frais d'un nouveau massacre.

Ici l'Union des Syndicats a fait son devoir. Son secrétaire, le camarade Bouzanquet s'est dépensé corps et âme pour faire reprendre aux mineurs meurtris par la douleur et accablés par la terreur confiance en eux-mêmes, confiance en la force de l'organisation, le syndicat, et confiance dans l'avenir. Il faut que de l'autre côté de la Méditerranée le prolétariat français nous tende fraternellement une main secourable. Autrement, la solidarité ouvrière n'a pas de sens.

Camarades Français, aidez-nous à imposer chez nous les lois dont vous bénéficiez.

Aidez-nous également à obtenir le châtiment des assassins.

Hadi ZAMANE.

Tunis, le 17 mars 1937.

N. B. — Dans le prochain numéro de la *R. P.* je relaterai les événements des Mines de M'Dilla où il y a eu 3 grévistes tués par les Sénégalais et deux blessés.

## Causeries et conférences

Une réunion organisée par le Cercle d'étude du syndicalisme lutte de classes du Bâtiment aura lieu le samedi 3 avril, à 9 heures du matin salle des Jeunesses républicaines,

**10, rue Dupetit-Thouars, Paris-3e**

OBJET DE LA RÉUNION :

*Les buts du Cercle. — Les syndicalistes révolutionnaires en face de la situation*

Orateur : DICHAMP

# es leçons des assassinats de Metlaoui [1]

« *Les grèves de Metlaoui sont un mouvement ofessionnel et non point politique. La plupart s indigènes arrêtés sont d'ailleurs membres des ndicats et non du Destour.* »

Telle est la déclaration faite aux journalistes, cours de l'enquête menée personnellement dans Sud-Tunisien, par M. Guillon, résident général de ance à Tunis.

On ne peut accuser plus nettement la Compagnie s phosphates et du chemin de fer de Gafsa avoir fait assassiner les mineurs de Metlaoui.

Connaissant la puissance de cette compagnie, ous pouvons dire qu'un résident général ne se rait jamais permis un pareil jugement s'il avait pas été sûr de l'appui de son ministre. lui-ci doit considérer que ce n'est pas le moment mécontenter davantage les indigènes. Et je nse que des facteurs extérieurs, plus encore peut-re que les facteurs intérieurs commandent l'at-ude de notre ministre des affaires étrangères.

On n'est pas copains avec Mussolini. La Tripoli-ine touche à la Tunisie, les Italiens sont nom-reux dans la Régence et la politique musulmane u Duce est inquiétante. Voilà, à mon sens, l'expli-ation de l'attitude du quai d'Orsay; sans ça, I. Guillon n'aurait jamais osé être aussi formel ans son accusation.

◇◆◇

Puissante société au capital de 39 millions, ayant es intérêts dans la Compagnie des ports de Sousse, fax, Tunis et Bizerte, la Compagnie des tram-vays de Tunis, la Compagnie du gaz et de l'électri-ité de Tunis, un quotidien *La Dépêche tunisienne,* sa dévotion, la Compagnie des phosphates et du hemin de fer de Gafsa constitue un véritable Etat lans l'Etat tunisien.

Elle entend que personne ne lui résiste : les *bicots* moins que les autres.

Pour comprendre dans quelles conditions elle exploite ses ouvriers, nous emprunterons à un journal tunisien les déclarations faites par un enquêteur, le camarade Panissal, trésorier de la Fédération ouvrière du sous-sol :

« *Jusqu'à ces derniers temps, les ouvriers des mines de Moularès et de Redeyef travaillaient seu-lement à la tâche; ils devaient accomplir une beso-gne surhumaine pour gagner quelques francs par jour. Toute durée légale de la journée de travail était inconnue du patronat. On voyait ainsi des mineurs travailler la matinée entière, prendre quel-que repos aux environs de midi, puis reprendre leur labeur jusqu'à une heure avancée de la nuit.*

« *Quand la journée de huit heures a été appli-quée en Tunisie, grâce à M. Guillon — nous ne parlons pas, vous le voyez, de la semaine de qua-rante heures — il s'est agi de déterminer le travail que pourrait effectuer un mineur dans ce laps de temps quotidien.*

« *La Compagnie de Gafsa voulait, évidemment, que l'on prît pour base des chiffres se rapprochant le plus possible de ceux de l'époque au cours de laquelle les mineurs effectuaient onze et douze heures de travail par jour.*

« *Il faut malheureusement dire que le Service des mines tunisien eut trop tendance à écouter le patronat et pas assez les ouvriers pour l'établisse-ment des barèmes qu'il fixa.*

« *Pour comprendre sainement les choses, il faut se rendre compte de l'état d'âme des mineurs qui devaient gagner, en dehors de quelques ouvriers spécialisés, 17 francs par jour environ, et qui, en raison du barème en cours, ne pouvaient espérer que 9 ou 10 francs par jour.* »

C'est-à-dire 250 francs par mois quand le salaire moyen du mineur en France est de quatre à six fois plus élevé.

Ainsi, parce que ses ouvriers se refusaient à tra-vailler pour 9 à 10 francs par jour, la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa les fait assassiner par les gendarmes.

19 morts, plus de 30 blessés chez les grévistes; 4 blessés chez les gendarmes.

Ces chiffres, à défaut d'autres renseignements, auraient suffi à désigner les coupables.

◇◆◇

Mais il faut dire qu'il y a d'autres responsables.

Ainsi, la responsabilité du Service des Mines tu-nisien n'est pas moins établie que celle de la Compagnie.

Si, pour l'établissement des barèmes à appliquer aux mineurs, « il avait écouté un peu mieux la délégation des mineurs, qui sur mes conseils s'est déplacée à Tunis — dira également Panissal — il est certain que la grève n'aurait jamais eu lieu ».

Le Service des mines dont parle Panissal dépend de l'administration des Travaux publics et a pour tâche le contrôle des mines. Or, il est notoire qu'il ne contrôle rien du tout, parce qu'il est inféodé à la Compagnie.

Et que dire de ceux qui ont condamné l'occupa-tion des usines ? Est-ce qu'ils n'ont pas légitimé l'appel aux gendarmes et leur intervention ? Et donné une apparence de légalité à l'attitude de la Compagnie ?

De plus, si le gouvernement de Front populaire n'avait pas manqué de courage au cours des grèves de juin, il aurait profité du désarroi du patronat français pour accorder aux coloniaux les lois dé-mocratiques et tous les avantages sociaux dont nous bénéficions; c'était le moment.

Je veux à peine parler du parti dit communiste dont la politique coloniale n'a rien à envier à celle de nos grandes compagnies. Quand on écrit que la « Patrie est en danger », comme le portait une affiche publiée par le parti communiste du Maroc, parce que les Marocains réclamaient la liberté d'opinion et de la presse, on donne la mesure de son ignominie.

Le parti socialiste a toujours été colonialiste. Cependant, quand il était dans l'opposition, il re-connaissait la nécessité d'accorder aux indigènes des libertés démocratiques. Cette nécessité, il ne l'a plus sentie du jour où il a pris le pouvoir. On trouve maintenant que les peuples coloniaux ne sont pas mûrs pour bénéficier des libertés démo-cratiques.

Que dire de la C. G. T. ? Et quand je dis C. G. T., je n'entends pas confondre les chefs syndicaux avec les syndiqués. Ceux-ci peuvent pécher par ignorance et je me garderai de leur faire grief de ne rien connaître aux questions coloniales, mais l'on ne peut avoir les mêmes raisons pour justifier l'attitude des chefs. Ceux-ci pratiquent sciemment la politique gouvernementale en matière coloniale, comme ils tiennent sciemment les cochons de payants dans l'ignorance.

Des délégués syndicaux sont en Tunisie. Ils ont fait des déclarations importantes aux journaux locaux. Le *Peuple*, organe de la C. G. T., en a publié quelques échos dans les premiers jours de l'assas-sinat parce qu'on ne pouvait tout de même pas ne pas en parler, mais la campagne n'a pas été sou-tenue. On a craint sans doute que la générosité ouvrière ne s'émeuve. Or, il ne le fallait pas. Ne sommes-nous pas en pleine « pause » ? Le gouver-nement le veut ainsi. Il faut digérer les augmen-tations de salaires, les quarante heures, les délé-gués d'atelier, les congés payés. Donc, faisons la pause pour digérer. Tant pis pour ceux qui ne peuvent pas en faire autant.

Or, ceux qui ne peuvent pas en faire autant sont pourtant des syndiqués de la C. G. T. Il y a, paraît-il, 9 000 mineurs, sans compter les autres corpora-tions, qui, malgré les nombreuses déceptions que leur a causées le syndicalisme français, viennent tout de même à l'organisation. Car l'ouvrier tuni-sien aime le syndicat et s'y conduit vraiment de façon remarquable.

Donc, pendant que des ouvriers tunisiens syndi-qués à la C. G. T. sont assassinés parce qu'ils se

---

(1) Discours prononcé par Finidori au cours du meeting organisé par l'Union Anarchiste, le 17 mars, au Palais des Sociétés Savantes.

refusent à mourir de faim en travaillant, les ouvriers français de la métropole, font la pause.

C'est peut-être navrant, mais c'est un fait.

Et il ne faut pas croire que l'attitude de notre C. G. T. est uniquement dictée par le souci de ne pas gêner l'expérience Blum.

Elle a toujours procédé ainsi en matière coloniale.

Faut-il que je rappelle l'attitude ignoble qu'elle a eue en 1924 quand les ouvriers tunisiens, particulièrement dégoûtés d'être toujours trahis par les responsables syndicaux français, décidèrent de fonder une organisation syndicale à eux, la C. G. T. Tunisienne ?

Ceux qui en avions été les promoteurs, nous ne pouvions être que des hommes vendus à Moscou et à Berlin. J'étais à l'époque membre du parti communiste; le secrétaire de la G. G. T. Tunisienne, Mohammed Ali, mort en exil, venait de Berlin où il avait fait des études d'économie politique.

Représentants du parti socialiste et de la C.G.T., de France et de Tunisie, n'ont eu de cesse que quand nous sommes tombés sous les coups de la répression. Ce n'est que quand nous avons été devant les Assises que lesdits représentants n'ont plus mis notre sincérité en doute. Larmes de crocodiles, comme vous voyez.

Donc, l'attitude actuelle de la C. G. T. n'est pas fortuite. D'ailleurs, elle a toujours ignoré les revendications coloniales. Elle ne s'en occupe que dans la mesure où le gouvernement le lui permet, quel que soit ce gouvernement. Plus que partout ailleurs elle apparaît dans les colonies, où elle est autorisée à recruter des adhérents, comme un rouage de l'Etat.

En Tunisie les dirigeants de l'Union des Syndicats ont toujours joué, de mon temps, le rôle de freineurs.

Il apparaît cependant que depuis le passage de Peyrouton, qui a malmené un peu tout le monde, la mentalité a un peu changé là-bas. Mais rien n'est changé à Paris.

On pourrait dire : au contraire ! L'influence de plus en plus grande du Parti communiste dans la C.G.T. marque une tendance plus délibérée à sauvegarder la prépondérance française dans les colonies.

Alors ? Force nous est de convenir que nos camarades tunisiens restent bien seuls devant leurs morts. Ce n'est pas la poignée de révolutionnaires qui se refusent à la pause qui peuvent leur être d'une grande utilité. C'est l'action tout entière de la C.G.T. qu'il aurait fallu. Or la C.G.T., nous l'avons vu, ne fait guère une autre politique coloniale que celle du gouvernement.

Il y a à cela une raison profonde : c'est que 40 millions de Français profitent, à des degrés différents, sans doute, de l'exploitation de 60 millions d'indigènes.

Toutes ces libertés qu'on appelle démocratiques et dont nous jouissons, les lois sociales dont nous bénéficions, tant anciennes que nouvelles, nous les avons certes arrachées à la force du poignet, plus, elles ont poussé, fleuri dans le sang ouvrier.

Mais les ouvriers coloniaux ont lutté et luttent encore avec la même ardeur que nous avons pu mettre pour obtenir les mêmes avantages que nous. Comment se fait-il qu'ils ne réussissent que très partiellement ?

Mais tout simplement parce que la force de répression s'abat sur eux plus impitoyablement que sur nous.

Soumis les uns et les autres à l'exploitation capitaliste, nous aurions vite fait, si nous nous sentions les coudes, de renverser le régime.

Et les capitalistes qui ont oublié d'être bêtes le savent très bien. Ils se concilient notre complicité en nous faisant des conditions d'existence meilleures; tout en flattant notre orgueil, en nous faisant croire que nous sommes d'une essence supérieure.

Pendant ce temps ils exploitent les colonies, ils font suer le burnous et l'arrosent de sang pour lui faire rendre davantage.

Il leur faut des compensations, sans ça, n'ayez pas peur, le capitalisme français est encore capable de nous mettre à la raison en nous envoya ses tirailleurs sénégalais, tunisiens, algériens, m rocains, annamites. tous ces hommes que no nous refusons à reconnaître comme nos égaux d qu'ils ne vivent plus avec nous.

Car, en France, nous ne faisons pas de différen entre le colonial et le métropolitain, par conti sans l'admettre expressément, nous permettons q l'on exploite plus durement que nous aux coloni le même homme que nous considérons ici comn notre égal.

Nous étions plus de 100.000 derrière le cercue d'Ache.:chour, et nous nous réunissons en vase cl à quelques centaines pour 19 indigènes tués en T nisie !

Il faut donc reconnaître que nous nous ide tifions avec notre propre impérialisme parce q nous sommes partie prenante dans l'exploitati de l'indigène; que nous sommes — en matière c loniale — avec les oppresseurs contre les oppr més.

J'ai donc raison de dire : Camarades indigèn des colonies, ne comptez que sur vous-mêm même sous un gouvernement de Front populai La classe ouvrière française vit de votre exploit tion, sans s'en rendre compte souvent, mais elle vit.

C'est pourquoi vous ne la trouvez pas à v côtés dans les moments décisifs.

Je pense, d'ailleurs, que nos camarades coloniau ne se font pas beaucoup d'illusions.

Ils savent que les quelques avantages qu'ils o obtenus jusqu'ici ça n'a été que par la lutte.

Depuis l'occupation française en Tunisie, les tra vailleurs tunisiens luttent sans merci. Et le fai qu'en 1924 ils aient éprouvé le besoin d'avoir un organisation à eux témoigne de la matûrité syn dicale des Tunisiens, et qu'ils sont bien pénétré de cette idée : qu'on est toujours trahi par ceu qui n'ont pas les mêmes intérêts que vous, qu'o n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Aussi leur demanderai-je, en raison de l'immense succès de la C.G.T. Tunisienne, de l'immense espoir qu'elle éveilla dans le cœur de tou les travailleurs indigènes, d'examiner s'il ne serai pas possible de la faire renaître, s'il ne serait pa possible pour faciliter cette renaissance de sonde l'opinion des travailleurs indigènes de toute l'Afrique du Nord.

Du moment que les intérêts des travailleurs européens et des travailleurs indigènes sont no seulement différents, mais souvent opposés, pourquoi les Africains n'auraient-ils pas une central syndicale à eux ?

Est-ce que l'Australie, le Canada, tout en étant liés à l'Empire britannique, n'ont pas leurs centrales syndicales ?

Une C.G.T. de l'Afrique du Nord voilà, camarades, quelle est l'organisation qui, à mon sens, sauvera les travailleurs de ces pays.

Oh ! je ne dis pas qu'il faille foncer tête baissée — car la France impérialiste veille.

Mais on peut lancer l'idée, l'aider à faire le voyage de Tunis à Casablanca, en passant par Alger. L'essentiel c'est que nos camarades Nord-Africains se persuadent de sa nécessité; pour le reste je les sais assez intelligents pour damer le pion à nos capitalistes, le moment venu.

Mais cela c'est l'avenir et nous avons à nous occuper du présent.

Que faire contre les crimes de Metlaoui ?

*Réclamer :* 1° la libération immédiate des ouvriers emprisonnés.

2° la révocation des chefs du service tunisien des mines;

3° l'application des lois démocratiques et sociales à la Tunisie, et du principe : à travail égal, salaire égal.

J.-P. FINIDORI.

---

*Le gérant :* M. CHAMBELLAND.

---



[illegible] DE METZ. COURBEVOIE. TÉL. [illegible]